



ACTION CHEZ BECI

« 100.000 EMPLOIS À BRUXELLES... OÙ SONT-ILS ? »

INTERVENTION DE FLORENCE LEPOIVRE

MERCREDI 4 FÉVRIER 2026

Ce lundi, plus de 4.500 bruxelloises et bruxellois exclus du chômage, se retrouvent privées de leurs allocations... et donc potentiellement de tout revenu.

Et beaucoup d'entre eux ont peu de perspectives de trouver un emploi : parce qu'ils sont trop âgés, pas assez qualifiés, pas assez expérimentés ou simplement discriminés.

Et ce n'est que la première vague d'exclusions...

Dans les mois qui viennent, à Bruxelles, plus de 44.000 exclus risquent de se retrouver dans la même situation, poussés vers les CPAS, vers la précarité, vers l'exclusion sociale.

Cette décision du gouvernement Arizona, portée par le MR et la N-VA est idéologique, brutale et antisociale. Elle s'inscrit dans une offensive menée depuis plus de 20 ans contre notre assurance chômage : multiplication des contrôles, dégressivité accrue, limitation des allocations d'insertion...

Aujourd'hui, l'Arizona franchit un cap décisif dans le démantèlement de notre sécurité sociale.

C'est une attaque politique contre un outil fondamental de défense de tous les travailleurs. Et c'est aussi une atteinte grave au principe de solidarité fédérale sur lequel repose notre sécurité sociale.

Depuis des mois, la droite et le monde patronal répètent le même discours : si les gens ne trouvent pas de travail, c'est parce qu'ils ne cherchent pas assez, parce que les allocations sont trop généreuses, parce qu'ils ont choisi de « faire carrière dans le chômage ». Certains parlent même de « mettre fin au Win for Life ».

Cette stigmatisation des demandeurs d'emploi est indigne. Et elle est dangereuse.

Et qu'on ne vienne pas nous dire que notre système était trop généreux.

Les allocations belges sont plus basses que dans les pays voisins.

Et les conditions d'accès sont parmi les plus strictes d'Europe.

Qu'on ne vienne pas nous dire que cette réforme va les remettre à l'emploi.

C'est faux.

Aucune étude sérieuse n'a jamais montré que les sanctions augmentaient la mise à l'emploi, ni que les allocations de chômage favorisaient l'inactivité.

Des recherches menées récemment par la KULeuven et l'UCLouvain montrent au contraire que des allocations suffisantes, au-dessus du seuil de pauvreté, peuvent aider les personnes à

retrouver plus vite un emploi, parce qu'elles peuvent se former, se déplacer et investir dans leur recherche d'emploi, au lieu d'être enfermées dans la survie quotidienne.

Et l'ONEM le dit clairement : limiter les allocations dans le temps ne fera pas disparaître le chômage de longue durée.

Les personnes sans emploi ne vont pas disparaître.

Elles vont simplement devenir plus pauvres.

Oui, exclusion du chômage ne crée pas d'emplois. Ça crée de la pauvreté.

En réalité - et les employeurs le savent parfaitement - cette mesure ne vise ni à augmenter l'emploi, ni à réduire le chômage, ni à faire des économies.

Elle vise à mettre la pression sur tous les travailleurs, pour qu'ils acceptent n'importe quel emploi, à n'importe quelles conditions, tout en démolissant la sécurité sociale et en reportant la pression sur les CPAS..

Aujourd'hui, pour faire accepter ces exclusions, ils répètent qu'il y aurait des milliers d'emplois disponibles, qu'il suffirait de traverser la rue.

Le patron de BECI nous parle même de 100.000 emplois disponibles pour les Bruxellois, en se basant sur un outil d'intelligence artificielle non abouti, censé recenser toutes les offres d'emploi disponibles en ligne... 100.000 emplois, soit comme par hasard, à peu près le nombre de demandeurs d'emploi inscrits chez Actiris.

Mais regardons les statistiques officielles : Statbel parle d'environ 21.000 postes vacants à Bruxelles et Actiris dispose aujourd'hui d'environ 43.000 offres d'emploi.

Mais bien au-delà de cette polémique derrière les chiffres, il y a bien une réalité très concrète, celle de personnes qui cherchent désespérément un emploi mais n'en trouve pas car elles sont considérées comme trop âgées, pas assez qualifiées, pas assez ceci ou cela...

La réalité, c'est qu'à Bruxelles, plus de la moitié des chômeurs de longue durée ont plus de 50 ans. Et le taux de sortie vers l'emploi des plus de 50 ans n'est que de 37 %, et chute encore après 55 ans.

Mais l'arbre des métiers en pénurie cache surtout la forêt du manque d'emplois : il y a plus de 500.000 demandeurs d'emploi en Belgique, dont environ 96.000 à Bruxelles.

Le vrai problème, ce n'est pas que les gens ne veulent pas travailler.

Le vrai problème, c'est qu'il manque des emplois. Et surtout des emplois de qualité.

Parce que, si les entreprises manquaient réellement de travailleurs, si les pénuries étaient généralisées, les salaires devraient augmenter. Les conditions de travail devraient s'améliorer. Or ce n'est pas ce qu'on observe.

Entre 2009 et 2019, 65 % des emplois créés étaient précaires : temps partiels subis, contrats temporaires, intérim, statuts atypiques. À Bruxelles, une grande partie des jeunes travaillent sous contrats temporaires ou précaires.

Depuis des années, on responsabilise les chômeurs. Il est temps que les employeurs prennent leurs responsabilités !

S'ils ont des offres d'emploi, qu'ils les transmettent à Actiris.

Qu'ils s'engagent à ne plus discriminer.

S'ils veulent attirer des travailleurs, qu'ils améliorent les salaires, les conditions de travail et qu'ils investissent dans la formation.

Aujourd'hui, nous déposons ici, chez BECI, les CV des demandeuses et demandeurs d'emploi bruxellois.

Pour leur dire une chose simple :

Ils et elles veulent travailler.

Où sont vos emplois ?

Florence Lepoivre, secrétaire générale de la FGTB Bruxelles